

En ZUS¹ désaffiliation des jeunes² et/ou précarité³

Lenfant Alain *

*Ingénieur recherche en retraite, chercheur associé au groupe CRISES. Université Paris Nanterre

Résumé : la crise du système éducatif français en particulier, depuis le début du troisième millénaire se manifeste par un développement des inégalités sociales et un recul de « l'ascenseur social » pour les jeunes des couches populaires. L'étude de ces évolutions, se réalisera avec la construction d'indicateurs de désaffiliation en prenant l'exemple des Zones urbaines sensibles de la Région Ile de France. Ces analyses rendent lisibles l'importance des relations entre, l'emploi, la formation et les configurations familiales pour saisir la fragilité sociale des jeunes.

Mots Clés : Mobilité sociale, reproduction et inégalité du système d'enseignement, désaffiliation, politiques de la ville

Abstract : The crisis of the French education system in particular since the beginning of the third millennium has been manifested in the development of social inequalities and a decline in the "social lift" for young people in the working classes. The study of these developments will be carried out with the construction of indicators of disaffiliation, taking the example of the Sensitive Urban Zones of the Ile de France Region. These analyzes make clear the importance of the relationships between employment, training and family configurations in order to grasp the social fragility of young people

Key Words: Social Mobility, Reproduction and Inequality of the Education System, Disaffiliation, Policies of the City

¹ ZUS, Zone urbaine sensible, Territoire infra-urbain, cible prioritaire des politiques de la ville.

² Les jeunes est une notion polysémique : âge de l'adolescence, période transitoire, catégorie juridique et ou sociologique.

³ Reprise de cette notion employée par Castel R dans *La montée des incertitudes*. Paris. Editions du Seuil. 2009

Lenfant Alain

- Introduction :

Dans un contexte de crise économique, la montée des inégalités économiques et sociales suscite un questionnement plus attentif sur l'apport de l'école à la reproduction sociale. Depuis l'analyse de P. Bourdieu sur « les héritiers »⁴, un effort de démocratisation de l'enseignement a été mené par les pouvoirs publics (réformes Berthoin, Haby, et Chevènement) sans favoriser réellement la mobilité sociale. Les analyses sur ce thème menées par exemple par un sociologue C. Peugny⁵ et le Cereq⁶ qui réalise tous les trois ans une nouvelle enquête auprès de jeunes qui ont en commun d'être sortis du système éducatif la même année, ne permettent pas de constater sa réduction. Alors que les effectifs d'étudiants ont explosé depuis 1980 passant 1,2 à 2,5 millions en raison d'une forte élévation des taux de réussite aux différentes séries du baccalauréat, le pourcentage de jeune sortant sans diplôme recule lentement. Ce paradoxe relevé par C. Baudelot et R. Establet⁷ dans un essai sur l'iniquité du système éducatif, est encore repris dans la dernière livraison du rapport PISA 2013⁸ concernant la France qui forme bien les futures élites mais délaisse la masse des jeunes (en particulier ceux qui sont issus des « dominés » pour reprendre une notion bourdieusienne).

- Problématique

Une présentation des inégalités sociales, du système scolaire français est susceptible de se révéler en étudiant les conditions d'insertion des jeunes des quartiers défavorisés. Si les jeunes vivant dans des zones urbaines sensibles, (ZUS⁹) sans diplômes et / ou sortis du collège avec le diplôme national du brevet ont peu de possibilité d'insertion sociale et professionnelle c'est aussi en raison de leur désaffiliation, et de conditions sociales défavorables. Il semble opportun de réfléchir sur la territorialisation de la question sociale à un moment où les mutations du travail se doublent d'incertitudes sur l'évolution des protections des

⁴ Bourdieu. P et Passeron J-C. *Les héritiers*. Paris. Editions de minuit. 1964

⁵ Peugny. C. *Le destin au berceau, Inégalités et reproduction sociale*. Paris. Editions du Seuil, 2013

⁶ Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications.

⁷ Baudelot. C et Establet. R. *L'élitisme républicain, l'école française à l'épreuve des comparaisons internationales*. Paris. Editions du Seuil. 2009.

⁸ OCDE,

⁹ Cf : INSEE : Les zones urbaines sensibles (ZUS) sont des territoires infra-urbains définis par les pouvoirs publics pour être la cible prioritaire de la politique de la ville, en fonction des considérations locales liées aux difficultés que connaissent les habitants de ces territoires : dans le langage commun ont évoqué les quartiers « sensibles ». Elles sont remplacées depuis la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21/02/2015 par les « Quartiers prioritaires des politiques de la ville.

En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précarité

salariés en se demandant si nous n'allons pas vers la constitution d'une sorte de précarité pour reprendre une notion castellienne ?

Proposer de faire ce constat c'est d'abord se demander en quoi l'évolution de la mobilité sociale est conditionnée par un système scolaire disqualifiant les jeunes, en particulier ceux vivant dans les Zones urbaines sensibles. Une telle déréliction ne peut offrir que des perspectives de constitution du précarité.

Méthodologie

Les analyses des conditions sociales des jeunes vivants dans ces quartiers seront menées en construisant des indicateurs synthétiques (de désaffiliation, et de fragilité sociale des jeunes). Ils seront traités par des analyses des correspondances principales et une classification hiérarchique des variables pour évaluer leurs interactions.

Annonce du plan

- 1) Evolution de la mobilité sociale des jeunes entre 2001 et 2013
- 2) L'observation des inégalités système éducatif français par l'OCDE
- 3) les ZUS, des populations fragilisées
- 4) ZUS francilienne et la construction d'un indicateur de désaffiliation.

Le thème de ce colloque : les jeunes, l'école et l'éducation est une incitation à s'interroger sur les relations entre ces notions et sur la situation de ceux qui ont le plus souvent quitté l'école en France : jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant sur des territoires particuliers, « les Zones Urbaines sensibles ¹⁰ » par exemple. Ces zones rassemblent des populations connaissant des difficultés en matière d'habitat et d'emploi relevant, probablement plus des politiques sociales que de l'aménagement urbain ? C'est une jeunesse vivant un contexte socioéconomique extrêmement fragile que nous pourrions qualifier pour reprendre les analyses de Robert Castel de désaffilié ¹¹. La jeunesse comme le rappelait les travaux du colloque « les jeunes face à l'exclusion » ¹² tenu ici en 2009 va devoir redéfinir ses rapports, à l'Ecole, au travail et aux institutions de l'Etat. Les familles ne sont pas toutes en capacité de guider les jeunes dans une société en crise où les Institutions et les rapports sociaux se transforment rapidement. Si depuis les années 1960 l'enseignement secondaire et supérieur se sont incontestablement plus massifiés

¹⁰ : Cf : LOI no 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville Art. 2. - Le 3 de l'article 42 de la loi no 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire est ainsi rédigé : << 3. Les zones urbaines sensibles sont caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi »

¹¹

¹²

Lenfant Alain

que démocratisés en raison des réformes successives du collège puis du lycée, des baccalauréats et enfin à l'université de la réforme dite LMD. (Entre 1960 et 2010 les effectifs de l'enseignement supérieur ont été multipliés par 7,2)

1) Evolution de la mobilité sociale des jeunes entre 2001 et 2013

La Sociologie a été en France marquée par les travaux de P. Bourdieu (1930-2002) interrogeant les rapports entre les classes sociales ou plus exactement entre les dominants et les dominés. Je vais faire une parenthèse en parlant sur terre d'Algérie pour rappeler que ses premiers questionnements d'enseignant en 1957, vont porter sur le fait colonial qu'il va investiguer avec son complice Abdelmalek Sayad, Pierre Bourdieu,¹³ va publier un premier ouvrage : *Sociologie de l'Algérie*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? » (n° 802), 1958 et avec Abdelmalek Sayad (1933-1998)¹⁴, *Le déracinement : la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Grands documents » (n° 14), 1964, 225 p.

En 1964, Bourdieu.P et Passeron .J-C vont avec « *les héritiers* » tenter de décrypter la reproduction sociale en montrant que la culture des dominants est légitimée par le système d'enseignement et poser ainsi avec acuité un questionnement scientifique sur la mobilité sociale. Les enfants dont les parents étaient ouvriers avaient 5% de chances de faire des études supérieures contrairement aux enfants dont les parents appartenaient aux professions libérales crédités de 60% de chances de faire des études universitaires.

Proposons une première définition de la mobilité sociale : c'est la possibilité pour des individus ou des groupes de changer de catégories sociales¹⁵ ne serait-ce qu'en raison de l'évolution des structures sociales (la mobilité structurelle). « Elle implique l'existence de principes de classement »¹⁶

Pour tenter de définir la mobilité

¹³ Cf : Bourdieu.P, *Sociologie de l'Algérie*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? » (n° 802), p 127, 1958

- Bourdieu.P et Sayad A, *Le déracinement : la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Grands documents » (n° 14), p 225, 1964

- Bourdieu.P, *Esquisse d'une théorie de la pratique précédé de Trois études d'ethnologie kabyle*, Genève, Droz, p 269, 1972

Bourdieu.P., « Le sens pratique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 1, 31-2 p, 1976 février

- Bourdieu.P, *Algérie 60 : structures économiques et structures temporelles*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Grands documents », p 123, 1977

¹⁴ Cf Bourdieu.P *Le déracinement : La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1964

¹⁵ Cf : synthèse d'une formule de .Merlié.D et .Prévot.J ; *La mobilité sociale*, éditions la découverte 1994, page 11

¹⁶ CF : .Merlié.D, et Prévot.J op cit p11

En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précarariat

« Monter, rester stable ou descendre sur l'« échelle sociale » sont des expériences ou des attentes sociales communes, dont l'histoire comme la fiction littéraire fournissent de nombreux exemples qui peuvent structurer l'imaginaire social¹⁷ et les ambitions. Ce que les sociologues étudient sous le nom de « mobilité sociale » (terme stabilisé depuis l'ouvrage de Pitirim Sorokin paru en 1927) renvoie, en premier lieu, à des expériences partagées et à des notions de sens commun, comme à des idéologies ou à des discours politiques, dont témoigne par exemple le thème récurrent de « la panne de l'ascenseur social ».¹⁸

La période des années post soixante- huit va malgré la crise économique correspondre au développement d'une certaine mobilité sociale fruit de la conjonction de trois facteurs :

- Croissance d'emplois qualifiés, de cadres supérieurs et de professions intermédiaires.
- Démocratisation de l'enseignement.
- Relative évolution des institutions d'enseignement en particulier.

Il était possible de parler d'ascenseur social mais avec l'approfondissement de la crise dans les années quatre-vingts, c'est l'arrêt de ce processus en raison de

- la mondialisation et de la financiarisation de l'économie.
- d'un renouveau du libéralisme inspiré par R.Reagan aux USA et Thatcher en Grande Bretagne destiné à limiter l'intervention publique.
- Et de la constitution d'un capitalisme patrimonial¹⁹ cherchant à prioriser les droits de l'actionnaire au détriment de la croissance et de l'emploi.

C'est le développement des inégalités qui apparaît associant une précarisation des classes populaires et même moyennes, alors que les plus riches s'enrichissent et cherchent à s'exonérer de leur participation à la citoyenneté et à la solidarité.²⁰

A côté d'analyses sur les transformations sociales fragilisant les « pauvres » comme celles de S.Paugam sur la disqualification sociale et de R.Castel sur la désaffiliation, d'autres courants vont s'interroger sur la forme des rapports sociaux et la crise des institutions d'enseignement en particulier.

La panne de l'ascenseur social²¹ est analysée par Camille Peugny dans un ouvrage à l'intitulé imagé : « *Le destin au berceau, inégalités et reproduction*

¹⁷

¹⁸ Cf : Encyclopédies universalis : *La mobilité sociale*

¹⁹ Cf : *Régulation et crises du capitalisme*, Michel Aglietta. éd. Odile Jacob, 1997,

²⁰ Cf : *Manifeste des économistes atterrés* 2011 et T.Piketty, *Le capital au 21 siècle* éditions du Seuil 2013.

²¹ Cf : Google Scholar : C'est dans les années 2004-2006 que cette notion apparaît en France.

Lenfant Alain

*sociale*²² »proposant une analyse actuelle de la reproduction sociale. Il montre que les emplois offerts aux nouvelles générations sont polarisés entre les non qualifiés et les qualifiés dans un contexte où les niveaux des formations dispensées ne correspondent pas aux emplois offerts d'où un sentiment de déclassement.²³

Camille Peugny se livre à une analyse en termes de catégorie socio professionnelle : »Ainsi, 1 a 4 ans après l'obtention d'un diplôme de deuxième ou troisième cycle universitaire, la probabilité d'exercer un emploi de cadre ou une profession intellectuelle supérieure(CPIS) varie sensiblement en fonction de l'origine sociale, la proportion oscillant entre 25% pour les enfants d'ouvriers et 55% pour les enfants de cadres(46% lorsque le père exerce une profession intermédiaire,37% lorsque le père est employé,42% lorsque le père est agriculteur, artisan ou commerçant). Ce désavantage très important n'est pas seulement conjoncturel, lors de l'insertion sur le marché du travail : il persiste 5 à 8ans après la fin des études initiales. »²⁴ Camille Peugny résume son propos « Aujourd'hui, sept enfants de cadre sur dix exercent un emploi d'encadrement. A l'inverse, sept enfants d'ouvrier sur dix occupent un emploi d'exécution... Le constat est sans appel : les conditions de la naissance continuent à déterminer le destin des individus. »²⁵.

L'importance de la reproduction des inégalités par le système d'enseignement ne peut occulter une évolution des rapports sociaux en particulier la montée des incertitudes et de l'individualisme. La société française est classifiante, hiérarchie des professions, des écoles, des patrimoines, des revenus, des consommations, des cultures et des territoires. « La logique de l'honneur »²⁶ interdisant certaines évolutions en raison d'une peur du déclassement conduisant à la constitution de ghettos de riches, de classes moyennes, de pauvres pour conserver sa place.²⁷

La place des jeunes dans la société est conditionnée par leurs origines sociales, culturelles et leurs scolarités aussi bien en termes de niveaux d'études, de filières, de participation ou d'abandon(les décrocheurs) que d'insertion sociale et professionnelle. Eric Maurin revient sur l'importance de l'école pour assurer à ses enfants de conserver le même rang social. Il écrit « La peur est à l'origine de la ségrégation urbaine ; elle entraîne aussi une ségrégation scolaire entre les différents

²² Cf .:Peugny.C. :*Le destin au berceau, inégalités et reproduction sociale*.la république des idées, Editions du Seuil,2013.

²³ Cf..Peugny.C :*Le déclassement*, Editions Grasset,2009

²⁴ Cf .Peugny.C op cit p 77.

²⁵ Cf .Peugny.C., Quatrième de couverture op cit

²⁶ CF : d'Iribarne.P : *La logique de l'honneur*. Editions du Seuil, 1989

²⁷ Cf . Maurin.E, *Le ghetto français, enquête sur le séparatisme social*, La république des idées, éditions du Seuil 2004 et du même auteur : *La peur du déclassement, une sociologie des récessions* . La république des idées, éditions du Seuil, 2009

En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précarité

collèges et lycées d'une région et au sein de chaque établissement, entre les diverses filières et les différentes classes offertes aux enfants »²⁸.

Pour rendre plus lisibles les constats de Camille Peugny, il est tentant de suivre les études régulières du CEREQ²⁹ sur les cohortes de jeunes, offrant une mise en perspective des trajectoires d'insertion professionnelle de ceux-ci selon leur origine sociale et culturelle. La comparaison de deux tableaux des enquêtes « génération » de 2001 et 2010 est assez éloquente

Tableau n°1 Origines socioculturelles en 2001(CEREQ) QEEF 2001,page 19

	Origine sociale					Origine culturelle		
	Lorsque le jeune a quitté le système éducatif					Le jeune est né à l'étranger	L'un de ses parents au moins est né à l'étranger	
	L'un de ses parents au moins était cadre	Ses deux parents étaient cadres	L'un de ses parents au moins était ouvrier	Ses deux parents étaient ouvriers	L'un de ses parents était au chômage		Ses deux parents sont nés à l'étranger	
	(En %)					(En %)		
Non qualifié	7	2	43	10	10	6	36	24
CAP ou BEP non diplômé, 2 ^{de} ou 1 ^{re}	10	2	45	12	8	6	29	21
CAP ou BEP	9	1	39	11	7	3	20	11
Tertiaire	10	1	38	10	7	2	19	9
Industriel	9	1	40	13	6	4	21	12
Bac non diplômé	15	4	36	7	7	3	23	16
Bac professionnel ou technologique	14	2	37	9	5	2	18	10
Tertiaire	16	3	34	8	5	2	19	11
Industriel	11	1	41	10	5	2	16	9
Bac+1 ou bac+2 non diplômé	27	7	27	4	6	5	27	18
Bac+2	30	7	24	6	4	3	16	7
De la santé ou du social	37	10	17	4	3	3	14	5
DEUG	41	16	22	6	5	5	18	10
BTS ou DUT tertiaire	27	4	28	8	5	3	18	9
BTS ou DUT industriel	25	6	22	4	2	2	13	5
2 ^e cycle	41	14	19	3	5	4	20	10
IUFM, LSH, Gestion	40	14	19	3	5	4	21	10
Maths, Sciences et techniques	48	15	19	2	3	7	15	9
3 ^e cycle	53	21	11	2	4	6	21	9
LSH, Gestion, École de commerce	53	18	10	2	3	7	25	11
Maths, Sciences et techniques	51	18	13	3	4	6	21	10
École d'ingénieurs	55	28	11	1	4	4	13	5
Ensemble	23	7	30	7	6	4	22	13

Champ : ensemble de la Génération 2001 (762 000 individus).

L'origine culturelle et l'appartenance sociale conditionnent largement le niveau de diplôme et vont moduler l'insertion professionnelle.

« Le capital scolaire détenu par les jeunes à la fin de leurs études reste fortement conditionné par leur origine sociale. Ainsi, la proportion de jeunes issus de familles

²⁸ Cf : .Maurin,E. op cité la peur du déclassement p91

²⁹ CEREQ : Centre d'études et de recherches sur les qualifications depuis 1998 fait une enquête « génération » qui permet de reconstituer les parcours des jeunes au cours de leurs trois premières années de vie active et d'analyser ces parcours au regard notamment du parcours scolaire et des diplômes obtenus.

Lenfant Alain

dont au moins l'un des parents est cadre augmente régulièrement avec le niveau de diplôme. Elle passe de 7 % parmi ceux qui ont quitté le système scolaire sans qualification à... 55 % pour les diplômés d'une école d'ingénieurs. À l'inverse, les jeunes ayant au moins un parent ouvrier sont les plus nombreux parmi les sortants de l'enseignement secondaire, leur proportion allant jusqu'à 45 % chez les non-diplômés de CAP ou BEP. Ils sont en revanche beaucoup moins nombreux parmi les sortants de l'enseignement supérieur et ne représentent que 11 % des diplômés de troisième cycle. De même, les jeunes dont l'un des parents est au chômage lorsqu'ils quittent le système éducatif ont en moyenne un niveau de diplôme inférieur à l'ensemble de leur génération. »³⁰

En 2013 le CEREQ fait le point sur les premiers pas de la génération ayant quitté le système d'enseignement en 2010 et donne à penser que l'appartenance familiale est toujours importante pour analyser les trajectoires éducatives.

Tableau n°2 Origines socioculturelles en 2010 (CEREQ)³¹ Quand l'école est finie, page 19

Page 19

	Lorsque le jeune a quitté le système éducatif					Ses deux parents sont nés en France	Ses deux parents sont nés à l'étranger
	son père était		sa mère		il résidait dans une zone urbaine sensible		
	ouvrier	cadre	ne possédait aucun diplôme	possédait un bac+3 ou plus			
(en %)							
Aucun diplôme	28	7	32	4	13	68	18
CAP-BEP	33	7	28	3	8	78	11
Baccalauréat	27	17	26	10	7	76	13
Bac professionnel tertiaire	31	10	32	4	9	75	16
Bac professionnel industriel	32	12	23	6	5	83	8
Bac technologique tertiaire	26	14	31	7	9	73	16
Bac technologique industriel	26	22	22	7	9	85	6
Bac général	20	28	21	19	6	74	11
Bac+2 hors santé social	23	22	24	12	5	78	11
Bac+2 tertiaire	24	22	26	12	6	75	13
Bac+2 industriel	21	22	21	12	3	84	7
Bac+2/3 santé social	18	30	19	21	5	84	6
Bac+3/4 hors santé social (L, M1)	17	30	21	20	6	76	11
Licence professionnelle	20	26	18	15	6	81	9
Autre bac+3/4	16	33	23	22	7	73	13
Bac+5 (M2)	10	43	16	31	5	72	14
Bac+5 hors écoles de commerce et ingénieurs	11	42	17	30	6	70	16
École de commerce	5	49	11	37	2	71	12
École d'ingénieurs	9	46	15	33	3	79	10
Doctorat (D)	7	57	19	37	6	69	18
Doctorat santé	5	65	18	42	6	73	10
Doctorat hors santé	9	50	20	33	5	66	23
Ensemble	23	21	25	13	8	75	13

Champ : ensemble de la génération (708 000 individus).

³⁰ Cf : Cereq : Quand l'école est finie 2001, page 18

³¹ Cf : CEREQ. Quand l'école est finie (QUEEF). page 19. 2013

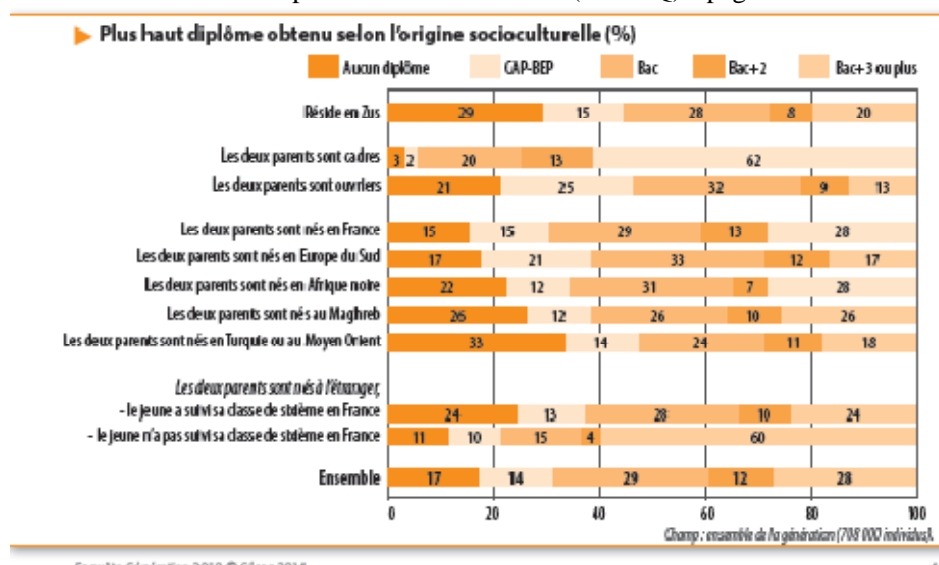
En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précarité

Les catégories familiales et même celle de résider en ZUS sont très explicites alors que celles du lieu de naissance des parents agrègent des personnes de différentes catégories socioprofessionnelles titulaires de divers niveaux de diplômes.

« En 2010, 40 % des jeunes de la génération 2010 sont diplômés de l'enseignement supérieur. La proportion de jeunes dont le père est cadre augmente avec le niveau de diplôme, tandis que celle dont le père est ouvrier diminue. Ainsi, 57 % des docteurs ont un père cadre et 7 % un père ouvrier. De leur côté, 7 % des jeunes qui possèdent au mieux un CAP ou un BEP ont un père cadre et 30 % un père ouvrier. »³² Ce texte se poursuit en précisant l'importance du niveau de diplôme de la mère et par là même de l'homogamie. Enfin l'origine culturelle et le lieu de résidence en cours d'études (en particulier ceux habitant dans des zones urbaines sensibles : ZUS), sont de bons prédicteurs du niveau de formation des enfants, thématiques largement abordées par les sociologues³³

La comparaison des deux enquêtes donne à voir une relative stabilité des inégalités socio culturelles sur une période de 10 années avec une légère amélioration de la situation des enfants dont les parents étaient ouvriers ou immigrés. La seconde étude évoque plus clairement le rôle de la mère dans la reproduction sociale et différencie les situations sociales selon les territoires.

Tableau n°3 Niveau de diplômes obtenus en 2010 (CEREQ)³⁴ page 19



³² Cf : CERES. Opus cité 2013, page 18

³³ Cf : Maurin, E., Durut-Bella, M., Peugny, C...

³⁴ Cf : Cereq. Opus cité, page 19.

Si une relative prudence est de mise dans l'interprétation de ce tableau, il offre la possibilité de préciser le lieu de naissance et de regarder la répartition des niveaux de sorties selon l'origine sociale et culturelle. Ce tableau donne à voir l'inégalité de traitement en matière de niveau de formation, selon l'origine sociale qui se conjugue souvent avec l'origine culturelle et les lieux de résidence, regroupant les plus précarisés (pouvant plus souvent résider en France depuis moins de 5 ans)³⁵. L'arrêt de la formation sans diplôme ou même avec un CAP ou un BEP peut se traduire par une probabilité de chômage supérieure à un an allant de 49% à 35% pour les titulaires d'un diplôme professionnel contre 13% pour les étudiants de niveau master.³⁶ L'insertion professionnelle est associée au niveau de formation et aux appartenances sociales

A la lecture de ces tableaux il apparaît que la reproduction sociale est bien présente au cœur du système éducatif qui n'est pas en mesure de corriger les différences de capitaux culturels des familles. Les perdants du système restent les enfants des « dominés ».

2) L'observation des inégalités système éducatif français par l'OCDE

Une analyse comparative des systèmes éducatifs menée par l'OCDE, l'enquête Pisa va étayer les arguments développés sur la reproduction des inégalités sociales au sein et par l'école.

L'enquête de l'OCDE, PISA de 2012 : La France championne des inégalités³⁷

Le rapport de l'OCDE sur les résultats de l'enquête PISA³⁸ de 2012, en particulier pour la France 2012³⁹, cristallise bien des débats sur les inégalités sociales reproduites par le système scolaire.⁴⁰

³⁵ Cf ; Insee première 1328. Page 3 décembre 2010

³⁶ Cf : Cereq. opus cité . Page 37

³⁷ Cf : LE MONDE | 03.12.2013 Mattea Battaglia et Aurélie Collas, « *La France championne des inégalités scolaires* »

³⁸ Cf ; Conduite en 2012 dans les 34 pays membres de l'OCDE et dans 31 pays ou « économies partenaires », l'enquête PISA mesure les performances d'un échantillon représentatif de 5 700 élèves de 15 ans scolarisés dans les collèges et les lycées français.

³⁹ Cf : OCDE : Note par pays : France 2012 faits marquants, performances en mathématiques, page 2

⁴⁰ Cf : OCDE : Le milieu socio-économique est évalué sur la base de l'indice PISA de statut économique, social et culturel qui est dérivé des réponses des élèves à des questions sur le niveau de formation et la profession de leurs parents et leur patrimoine familial (par exemple, le volume de la bibliothèque familiale et le fait de savoir s'ils disposent d'un bureau ou d'une table pour faire leurs devoirs)..Opus cité page 10

En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précarité

L'emprunt de passages importants à l'étude Pisa consacrée à la France sur les origines sociales et culturelles des lycéen(ne)s confirme le questionnement ouvert avec l'approche du CEREQ

« Le système d'éducation français est plus inégalitaire en 2012 qu'il ne l'était 9 ans auparavant et les inégalités sociales se sont surtout aggravées entre 2003 et 2006 (43 points en 2003 contre 55 en 2006 et 57 points en 2012). En France, lorsque l'on appartient à un milieu défavorisé, on a clairement aujourd'hui moins de chances de réussir qu'en 2003 ».

-Les élèves issus de l'immigration sont au moins deux fois plus susceptibles de compter parmi les élèves en difficulté. La proportion d'élèves issus de l'immigration se situant sous le niveau 2 en mathématiques lors du cycle PISA 2012 ne dépasse pas 16 % en Australie et au Canada, mais atteint 43 % en France et globalement plus de 40 % uniquement en Autriche, en Finlande, en Italie, au Mexique, au Portugal, en Espagne et en Suède.

-Même après contrôle du milieu socio-économique, en France, les élèves issus de l'immigration⁴¹ accusent des scores inférieurs de 37 points à ceux des élèves autochtones, soit presque l'équivalent d'une année d'études (contre 21 points, en moyenne, dans les pays de l'OCDE).

-En France, les élèves issus d'un milieu socio-économique défavorisé n'obtiennent pas seulement des résultats nettement inférieurs, ils sont aussi moins impliqués, attachés à leur école, persévérants, et beaucoup plus anxieux par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE ».

-Par ailleurs, les inégalités des scores en mathématiques sont les plus importantes de l'OCDE avec des très bons résultats pour les lycéens appartenant au groupe

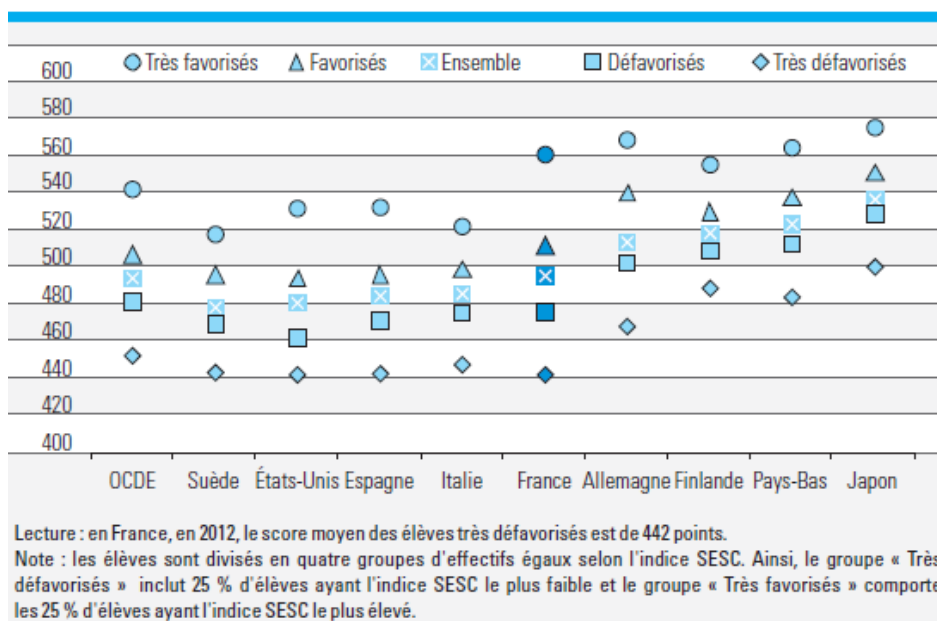
⁴¹ Sur l'immigration voir l'enquête, « *Trajectoires et Origines* ». Sous la direction de Cris Beauchemin, Christelle Hamel et Patrick Simon. INED, INSEE. 2014. en particulier les contributions de Yaël Brinbaum, Laure Moguërou et Jean-Luc Primon, sur « *Les trajectoires du primaire au supérieur des descendants d'immigrés et de natifs d'un DOM* »

Lenfant Alain

socialement très favorisé alors que les élèves appartenant au groupe très défavorisé ont les scores les plus faibles.

Graphique n°1 : Score moyen en mathématiques suivant le statut économique et social des parents

GRAPHIQUE 3 – Score moyen en culture mathématique selon le statut économique, social et culturel (SESC) des élèves



Source : MEN-MESR DEPP / OCDE

Le rapport Pisa en développant les analyses sur les inégalités touche au cœur de l'articulation entre rapports sociaux et école dont il est assez communément admis : « l'école tend à reproduire les effets de l'avantage socioéconomique, au lieu de favoriser une répartition plus équitable des possibilités d'apprentissage et des résultats d'apprentissage ». L'OCDE a établi un graphe destiné à mettre en relation les performances éducatives des nations avec l'équité. La France fait partie des nations pour lesquelles les relations entre la performance et le milieu socio-économique est supérieure à la moyenne de l'OCDE.»⁴²

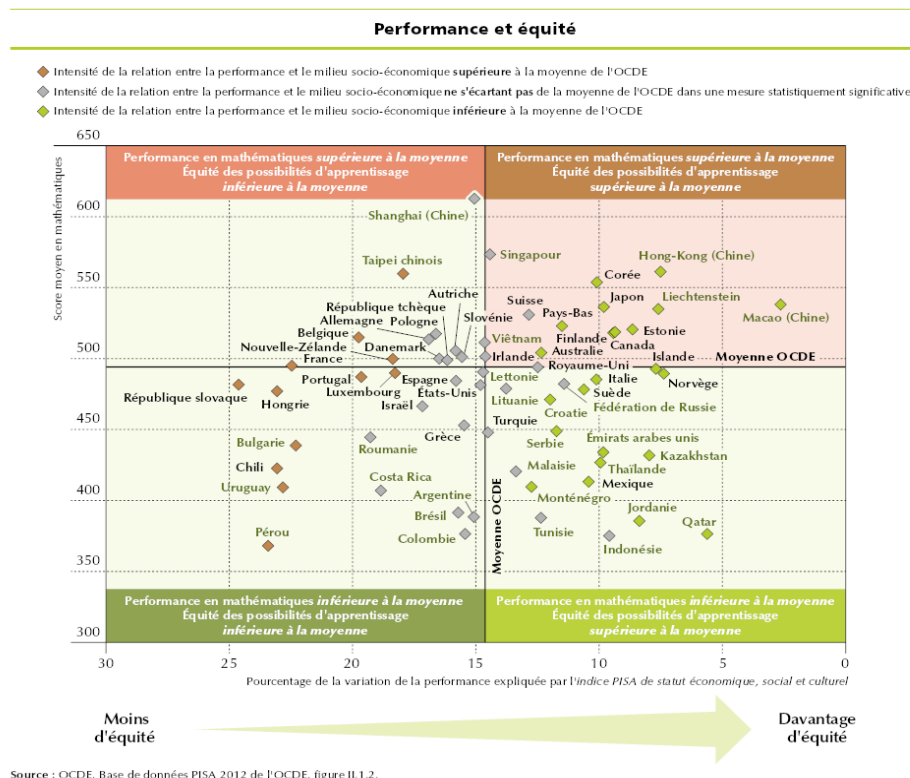
Les leçons qu'il serait possible de dégager en partant des résultats de l'enquête PISA 2012 sont de deux ordres : Il faudrait répartir autrement les ressources

⁴² Cf : Principaux résultats de l'enquête Pisa 2012 page 13.

En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précariat

consacrées à l'éducation en consacrant davantage de moyens aux élèves défavorisés et assurer une mixité sociale des élèves alors que la réputation d'une école va influencer sur son recrutement.⁴³

Graphique n°2 : Performance et équité



L'enquête PISA suscite des questions sur sa méthodologie et sa validité pour des systèmes scolaires très différents, et pose fondamentalement des questions sur l'origine d'un accroissement des inégalités.

⁴³ Cf : Principaux résultats de l'enquête Pisa 2012 page 44.

Lenfant Alain

« En France, par rapport à 2003, il y a un peu près autant d'élèves très performants, mais surtout beaucoup plus d'élèves en difficulté, ce qui sous-entend que le système s'est dégradé principalement par le bas ces 9 dernières années »⁴⁴.

Ce verdict renvoie à quatre approches :

La première pourrait être esquissée par la présentation du livre de Christian Baudelot, Roger Establet, *Elitisme républicain. L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales*⁴⁵. Les auteurs dans la filiation des « héritiers » vont s'attacher à mettre en exergue l'élitisme comme fondement du système de formation français.

« De quoi souffre l'école en France ? D'abord et avant tout de son élitisme : une culture du classement et de l'élimination précoce, doublée d'une grande tolérance aux inégalités et à leur reproduction. Tel est l'enseignement qui ressort des comparaisons internationales développées dans ce livre. L'école française demeure au XXI^e siècle otage des idées qui l'ont vu naître à la fin du XIX^e : distinguer une petite élite sans se soucier d'élever suffisamment le niveau des autres. Pour certains, peu nombreux, la méritocratie scolaire est une course aux meilleures positions ; pour d'autres, très nombreux, elle se traduit par une relégation rapide et désormais particulièrement coûteuse sur le marché du travail »

Une seconde approche va insister sur la pédagogie indifférenciée et souvent inadaptée.⁴⁶

Une troisième sur une répartition des ressources humaines et financières déséquilibrées. Alors que l'enseignement en classe préélémentaire est très important, pour assurer une éducation plus équitable pour les enfants dont les familles sont défavorisées le coût moyen d'un élève est de 5 790 euros et atteint un maximum de 15 020 euros pour un étudiant de classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE) dont l'origine sociale reste le plus souvent favorisée.⁴⁷ Les élèves des banlieues étudient dans des classes surchargées rendant impossible pour une

⁴⁴ Cf : OCDE opus cité page 5

⁴⁵ Cf : Baudelot C., et Establet R., *Elitisme républicain. L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales*, Editions du Seuil, La République des Idées. Paris 2009

⁴⁶ Cf : L'école caserne, F. Oury et J. Pain, ancien mais toujours d'actualité.

⁴⁷ Cf RERS 2014, Budget, Coûts et financement.

En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précarité

pédagogie adaptée⁴⁸. Ces écoles ne sont pas très prisées par les enseignants aussi le ministère y affecte les nouveaux .

Une quatrième approche ⁴⁹ accorde une part importante des inégalités à l'école dès la maternelle, au milieu familiale susceptible ou pas de transmettre les « bons codes sociaux et linguistiques ».

Il faut également considérer l'évolution des populations scolarisées.

Un tableau issu des Repères et Références Statistiques(RERS) 2014 du Ministère de l'éducation nationale donne des informations sur les effectifs scolarisés et sur le coût moyen d'une année de scolarité. :

L'évolution des effectifs scolarisés entre 1960 et 2010 et le second sur le coût moyen d'une année de scolarité entre 1980 et 2010

Tableau n°4 Evolution de la population scolarisée en France entre 1980 et 2012

[1] Évolution des effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis (en milliers)

(France métropolitaine + DOM y compris Mayotte à partir de 2011, Public + Privé)

	1980	1990	2000	2005	2010	2012
Premier degré éducation nationale	7 396,3	6 953,4	6 552,0	6 624,6	6 664,3	6 718,9
Préélémentaire	2 456,5	2 644,2	2 540,3	2 612,0	2 539,1	2 557,0
Elémentaire (CP-CM2)	4 810,0	4 218,0	3 953,0	3 962,0	4 080,8	4 115,7
ASH	129,8	91,2	58,7	50,5	44,3	46,2
Second degré éducation nationale	5 309,2	5 725,8	5 614,4	5 485,4	5 353,2	5 422,0
Premier cycle	3 261,9	3 253,5	3 290,9	3 139,0	3 126,4	3 216,7
Second cycle professionnel	807,9	750,0	705,4	724,0	705,5	657,5
Second cycle général et technologique	1 124,4	1 607,6	1 501,5	1 512,9	1 425,7	1 452,2
Enseignement adapté du second degré (Segpa)	114,9	114,6	116,6	109,5	95,6	95,6

⁴⁸ Cf : MEN, DEPP :*Les dossiers évaluations et statistiques - Thomas Piketty et Mathieu Valdenaire (École des hautes études en sciences sociales .dossier n°173 mars 2006.*

⁴⁹ Cf : De Bourdieu.P, les héritiers, la reproduction sociale, .Duru Bellat.M par exemple, journal des femmes 5/12/2013 à .Peugny.C : le destin au berceau, inégalités et reproduction sociale ;la république des idées, Editions du seuil 2013.

Lenfant Alain

Second degré agriculture (1)	117,1	116,2	151,3	154,9	149,9	147,5
Scolarisation dans établissements de la Santé (1)	96,2	88,2	81,4	76,3	71,5	72,8
Centre de Formation des apprentis (2)	244,1	226,9	376,1	395,6	433,5	444,8
Apprentis de l'enseignement secondaire	225,4	219,0	314,7	315,2	314,9	302,8
Apprentis de l'enseignement supérieur	0,0	1,3	51,2	70,6	111,4	135,4
Pré-apprentis en CFA	18,7	6,6	10,2	9,7	7,2	6,7
Enseignement supérieur (3)	1 184,1	1 717,1	2 160,3	2 283,3	2 319,6	2 379,2
Universités (hors CPGE, préparation DUT et formations d'ingénieurs)	796,1	1 075,1	1 256,4	1 284,3	1 299,3	1 321,1
CPGE et prépas intégrées des écoles d'ingénieurs	42,9	68,4	76,2	80,2	87,6	91,3
STS	67,9	199,3	238,9	230,4	242,2	253,7
Préparation DUT	53,7	74,3	116,9	111,3	115,7	114,7
Formations d'ingénieurs (y compris en partenariat)	40,0	57,7	96,6	104,4	122,0	134,3
Écoles de commerce, gestion, comptabilité et vente (hors BTS)	15,8	46,1	63,4	88,4	121,3	131,0
Écoles paramédicales et sociales (2)	91,7	74,4	93,4	131,7	137,4	132,9
Autres établissements d'enseignement supérieur (4)	76,0	121,7	218,5	252,6	194,1	200,1
<i>dont autres établissements d'enseignement universitaire (5)</i>	<i>nd</i>	<i>35,5</i>	<i>36,2</i>	<i>48,7</i>	<i>58,7</i>	<i>58,8</i>
Total général	14 346,9	14 827,5	14 935,4	15 020,1	14 992,1	15 185,2
Total élèves du premier degré (6)	7 482,9	7 032,8	6 625,2	6 693,3	6 728,6	6 784,4
Total élèves et apprentis du second degré (6)	5 680,0	6 076,4	6 098,8	5 972,9	5 832,4	5 886,2
Total étudiants et apprentis du supérieur	1 184,1	1 718,4	2 211,4	2 353,9	2 431,0	2 514,6

(1) Sans doubles comptes avec le ministère en charge de l'éducation nationale. Pour les établissements relevant du ministère en charge de la santé, les doubles comptes ne sont repérés que depuis 2008 (voir 1.6).

(2) Données provisoires pour l'année 2013.

(3) La présentation a été revue. Les effectifs de l'université de Lorraine, comptabilisés les années précédentes dans la rubrique "autres établissements" ont été réintégrés dans les universités (rentrées 2011 et 2012)

(4) Groupe non homogène (écoles vétérinaires, écoles normales supérieures, écoles dépendant d'autres ministères, ...). Il comprend également les effectifs des IUFM avant leur rattachement à une université (2008 à 2010).

(5) Etablissements universitaires privés et grands établissements dispensant des formations de type universitaire (Paris-Dauphine, EHESS, IEP Paris, École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, INALCO, Observatoire de Paris, EPHE, Institut de physique du Globe, École nationale des chartes).

(6) Tous ministères confondus. Les élèves scolarisés dans les établissements médico-éducatifs et hospitaliers de la Santé ont été répartis à hauteur de 90% et 10% entre le premier et le second degré.

Source : MENESR DEPP et MENESR DGESIP-DGRI
SIES

En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précariat

Les effectifs d'élèves scolarisés dans le premier et le second degré ont légèrement diminué contrairement à celui de l'enseignement supérieur et en particulier de formation comme les classes préparatoire à l'entrée des grandes écoles qui ont augmenté de 113 %.

Les coûts moyens annuels en 2010, par élèves du Premier degré sont de 5960 euros, ceux des collégiens et lycéens sont de 9960 euros, ceux de l'enseignement supérieur sont plus élevés avec un montant 11840 euros. Le coût le plus important est celui des enseignements dispensés dans les classes préparatoires destinées à former une élite (culturellement et socialement le plus souvent issue de familles de professions intellectuelles supérieures et d'enseignants) avec un montant de 15680 euros⁵⁰. Ces informations questionnent car la hiérarchie des coûts semble correspondre aux structures sociales.

La présentation esquissée jusqu'ici peut susciter un questionnement sur la place des jeunes de 18 à 24 ans issus des populations défavorisées au sortir de l'école et plus particulièrement de celles vivant en Zones Urbaines sensibles .

3) Les ZUS des populations fragilisées.

Les politiques de la Ville sont un terrain privilégié d'observations car se conjuguent des populations assez diversifiées dont le dénominateur commun est d'être plus démunie de ressources économiques, sociales et culturelles que les habitants des autres quartiers. Ces politiques se sont développées à la suite de la crise des années soixante-dix quatre-vingt et sont destinées à pallier à la vulnérabilité des habitants

Les ZUS ont été conçues pour favoriser l'insertion de populations vivant dans des quartiers dégradés et des grands ensembles caractérisés par un déséquilibre entre l'habitat et l'emploi. Les habitants sont issus de couches populaires, souvent de l'immigration, ont peu accès à l'emploi en raison d'une formation insuffisante et font vivre chichement des familles avec plusieurs enfants. Ils sont très vulnérables en raison d'un cumul de faiblesse des capitaux, (économique, social et culturel), dans une société minée par la peur du déclassement, leur entre soi les constitue en groupe extérieur à la cité.⁵¹ Ces territoires sont stigmatisés et le seul fait d'y résider peut encore réduire les opportunités de formation et d'emploi. Pour reprendre les problématiques de Castel les populations vivant dans ces territoires sont des analyseurs des dynamiques de désaffiliation et de constitution d'un

⁵⁰ Cf : MENESR DEPP : Opus cité RERS 2014, Budget, Coûts et financement.

⁵¹ Cf : C'est un déplacement de la question sociale voir par exemple.

Donzelot J. « *Quand la ville se défait* ». Editions du Seuil. 2006

Lenfant Alain

précarier. La population résidant en ZUS est jeune 8.5% des jeunes de moins de 25 ans alors que la population toutes catégories d'âge confondus ne représente que 7%⁵² mais est assez concentrée : dans trois régions de l'hexagone, en particulier en Ile de France où 13,4% des jeunes de cette tranche d'âge réside dans ces territoires et dans les DOM elle dépasse les 10%.

Les analyses de l'Observatoire National des Zones Sensibles(ONZUS) de l'année 2013 font un travail de synthèse sur ces territoires, et leurs résidents, laissant voir des indicateurs socio-économiques très défavorables. Une sélection couvrant les domaines de fragilité est assez explicite.

Tableau n°5 : Indicateurs de fragilité des populations (au niveau national) selon leur lieu de résidence.(d'après le rapport 2013 de l'ONZUS)

Indicateurs	Vivant en ZUS	Vivant hors ZUS
Taux de pauvreté de la population	38,4%	13,9%
Taux de pauvreté des enfants de moins de 18 ans	51,4%	19,6%
Origine sociale des enfants (familles ouvrières) en classe de 6eme	62,4%	42,4%
Population de 15 à 64 ans ayant un diplôme supérieur	12,9%	34,4%
Taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans	16,0%	8,9%
Taux de chômage de la population de 15 à 64 ans	14,0%	7,0%

L'ajout d'autres informations n'aurait pas réduit l'importance des écarts socioéconomiques entre ces deux populations. Les médias et certains partis politiques vont re présenter les populations résidant en ZUS, comme une classe dangereuse vivant dans un univers clos et vont évoquer les ghettos. L'accentuation des différences entre groupes sociaux renforce l'isolement et la ségrégation des plus défavorisés. Le rapport de l'ONZUS de l'année 2012(page 189) insiste sur l'importance de la discrimination ressentie car« Près d'un habitant en ZUS de 18 à 50 ans sur quatre se déclare victime de discriminations,et plus d'un sur six déclare l'être en raison de son origine, sa nationalitéou sa couleur de peau. Les immigrés et les descendants d'immigrés de cetteclasse d'âge se disent plus souvent discriminés, en particulier ceux originaires duMaghreb, d'Afrique subsaharienne et de Turquie. Le sentiment de discrimination estvécu par les enquêtés dans tous les domaines de la vie sociale : loisirs, démarchesauprès des administrations publiques, scolarité, emploi ».

⁵² Cf : La population des zones urbaines sensibles .Insee première 1328, décembre 2010 :

En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précarité

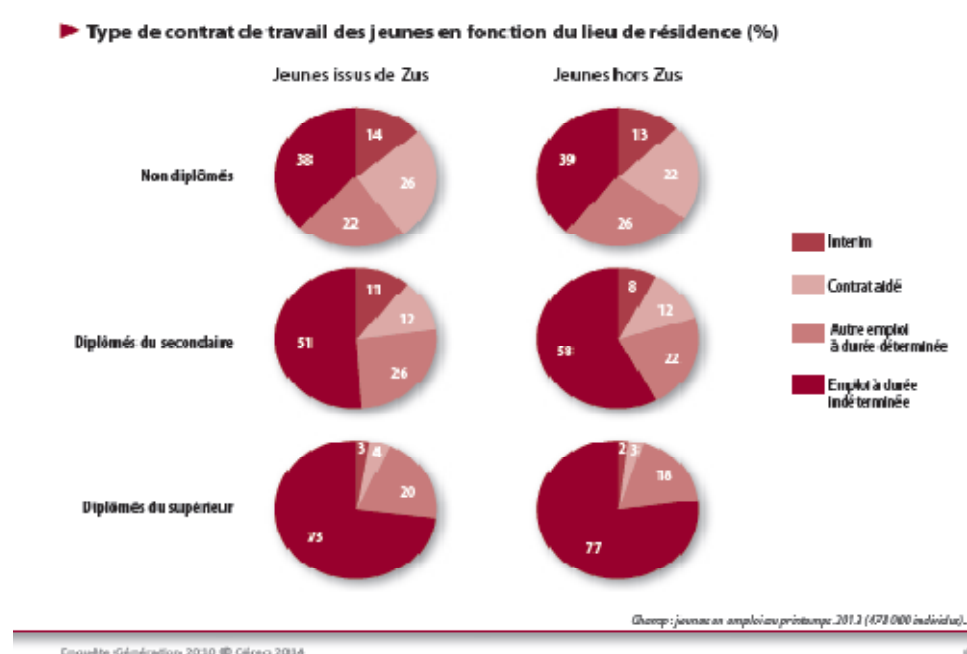
Les conditions d'insertion des jeunes peuvent être un peu mieux cernées à partir des études du CEREQ comme la dernière : « Quand l'école est finie en 2013 »

« Les jeunes qui résidaient dans une zone urbaine sensible (ZUS) à la fin de leurs études en 2010 présentent un profil sociodémographique spécifique. Ils sont plus souvent d'origine sociale modeste (32 % déclarent avoir un père ouvrier contre 23 % des autres jeunes) et enfants de deux parents nés à l'étranger (39 % contre 11 %). Ils sont aussi nombreux à quitter le système éducatif sans aucun diplôme que diplômés de l'enseignement supérieur (respectivement 29 % et 28 %) ; parmi les jeunes « non- ZUS », les diplômés du supérieur sont presque trois fois plus nombreux que les non-diplômés (respectivement 41 % et 16 %) ». Ces trajectoires seront marquées par des conditions nettement plus défavorables d'insertion professionnelle).⁵³

De plus, ces difficultés se doublent, une fois dans l'emploi, d'une plus grande précarité. Sur l'ensemble des jeunes issus de ZUS en emploi trois ans après leur sortie du système scolaire, 57 % occupent un emploi à durée indéterminée et 14 % travaillent à temps partiel subi (contre 66 % et 9 % des jeunes « non- ZUS »). Cependant, les études semblent réduire significativement les écarts : les conditions d'emploi des diplômés de l'enseignement supérieur résidant en ZUS sont très voisines de celles des autres jeunes. »

Graphique n°3 type de contrat de travail des jeunes en fonction du lieu de résidence

⁵³ Cf : Cereq/ Quand l'Ecole est Finie 2013 op cité page 84 et 85



Ces jeunes sauf ceux qui sont sur sélectionnés, vont se trouver mis à l'écart de trajectoires d'insertion sociale et n'auront le plus souvent que la perspective de s'agréger au précaire.

La brève présentation des ZUS permet de poser la question de la désaffiliation des populations et en particulier des jeunes en mal d'insertion. Une analyse de « données secondaires » des populations de la région Ile de France répartie dans ses huit départements rendra visible les facteurs de désaffiliation des jeunes.

4) ZUS franciliennes et la construction d'un indicateur de désaffiliation.

Une présentation des conditions de vie, et trajectoires des jeunes vivants dans les 157 zones urbaines sensibles de la région Ile de France permet de pointer les processus de désaffiliation et de stigmatisation qui les affectent. La région Ile de France est un territoire où se côtoient les écarts de revenus les plus importants. Les ZUS de la région sont elles aussi différenciées, et pour étudier la désaffiliation les données de l'INSEE sur les conditions socioéconomiques et l'insertion des jeunes seront utilisées.

La présentation de données socio démographiques sur les populations résidant en ZUS rend possible la délimitation d'un cadre.

En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précarité

Tableau n°6 : Démographie et territoires des ZUS d'Ile de France⁵⁴

Démographie des populations résident en ZUS				
dans la région Ile de France.				
		Ile de France		France
		ZUS	total	
moins 25 ans vivant ZUS		514938	3843256	1655816
en pourcentage		40,6%	32,8%	39,8%
25-59 vivant en ZUS		611410	5821724	1883071
en pourcentage		48,2%	49,6%	45,3%
60-74 ans vivant en ZUS		103249	1313802	407155
en pourcentage		8,1%	11,2%	9,8%
75 ans et +		39515	749455	210358
en pourcentage		3,1%	6,4%	5,1%
popu immigré vivant en ZUS		370678	2068567	908221
en pourcentage		29,5%	17,5%	22,2%
popu étrangère vivant en ZUS		290257	1466990	715940
en pourcentage		21,1%	12,5%	17,5%

Les populations vivant en ZUS sont plus jeunes presque 8 points de plus que le pourcentage des jeunes dans la région. Elles sont plus souvent étrangères 29,5% contre 17,5% et plus souvent immigrées 23,1% contre 12,5%.

Tableau n°7 Les niveaux de diplômes⁵⁵

Répartition selon le niveau de formation		
vivant en ZUS	IDF	France
popu sans diplôme ou < bac	650954	2370319
en pourcentage	67,8%	74,6%
population avec niveau bac	149437	397171
en pourcentage	15,6	12,5
population avec diplôme > bac	159948	409881
en pourcentage	16,7%	12,9%

⁵⁴ Cf : Chiffres clés 2013.DRJSCS.page 14

⁵⁵ Cf. Chiffres clés 2013.Opus cité

Des niveaux de diplômes moins élevés sont un facteur pénalisant pour l'éducation des enfants et l'insertion des jeunes.

Construction d'indicateurs de désaffiliation pour les départements franciliens et situation des jeunes.

La construction d'indicateurs sociaux⁵⁶ destinés à mesurer, comparer des données démographiques, économiques et sociales ne s'est développée que depuis la fin des années soixante en France avec les travaux de Jacques Delors à un séminaire en 1967-68 dispensé à l'Ecole Nationale d'Administration⁵⁷. Les organisations internationales, ONU, PNUD, OCDE se préoccupaient également de ne pas se contenter d'indicateurs économiques comme le PIB. La crise des années soixante-dix quatre-vingt va se traduire par un double mouvement dans le champ économique avec un recul de la théorie Keynésienne et l'émergence des théories libérales supposant une rationalité des acteurs sommés de justifier leur choix. Le changement de paradigme économique ne s'étant pas accompagné d'un retour à la croissance mais d'une fragilisation du salariat apparaissent des idées d'Altermondialisme, de développement humain et d'analyse des rapports sociaux supposant de nouvelles hypothèses et instruments de mesure. Si les sciences économiques commencent à intégrer d'autres indicateurs que ceux des activités marchandes, depuis une dizaine d'années⁵⁸ les sciences sociales se sont emparées de cette approche.⁵⁹ Les réflexions sur les revenus, l'éducation et le chômage ont conduit à construire des indicateurs, par exemple sur le développement humain pour le PNUD et en France à élaborer un indicateur le BIP40 pour Baromètre des inégalités et de la Pauvreté⁶⁰.

La reprise de la notion de désaffiliation est une tentative de problématiser la question sociale en dépassant la notion d'exclusion qui peine à rendre compte de la diversité des situations. R. Castel (page 27, *Métamorphose de la QS*, Editions Folio) en prenant quelques exemples : chômeur de longue durée avec famille et logement et jeune en errance « ils n'ont ni le même avenir, ni le même vécu, ni les mêmes

⁵⁶ Cf. : Petty. W.. Ses recherches sur « l'arithmétique politique » publiées en 1682 sont l'un des textes fondateurs de la mise en œuvre des statistiques dans les sciences sociales.

⁵⁷ Cf. : Delors. J. 1971. *Les indicateurs sociaux*. Editions SEDEIS, Col Futuribles. 395 pages.

⁵⁸ Cf. : Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social. Stiglitz. J., Sen. A. et Fitoussi. J.-P.. INSEE. 324 pages 2009.

⁵⁹ Cf. : Perret. B. Indicateurs sociaux, état des lieux et perspectives Séminaire de la DARES. octobre 2002

⁶⁰ Cf. Gadrey. J. et Jany-Catrice. F. Les nouveaux indicateurs de richesse. Col repères. Editions. La Découverte 2007.

En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précarité

valeurs » ce qui rapproche les situations de ce type « c'est moins une communauté de traits relevant d'une description empirique que l'unité d'une *position* par rapport aux restructurations économiques et sociales actuelles ».

Le sociologue pense en terme de *place* dans la configuration économique et sociale c'est pourquoi il va employer la notion de Zone de cohésion sociale, «(page 17MQS),Ainsi, l'association, travail stable et insertion relationnelle solide caractérise une zone d'intégration. A l'inverse, l'absence de participation à toute activité productive et l'isolement conjuguent leurs effets négatifs pour produire l'exclusion ou plutôt, la désaffiliation. La vulnérabilité sociale est une zone intermédiaire, instable, qui conjugue la précarité du travail et la fragilité des supports de proximité. »

La construction d'un indicateur de désaffiliation est la synthèse de deux indicateurs, l'un de précarité du travail et le second d'instabilité sociale⁶¹ pour constituer un champ des relations sociales entre groupes fragilisés et/ ou en ruptures.

Les variables composant les indicateurs sont issues des données de l'INSEE sur les ZUS⁶² de la région Ile de France et portent sur la population des deux sexes⁶³.

L'indicateur de désaffiliation est la moyenne des indicateurs de précarité du travail et d'instabilité sociale. Il offre une représentation synthétique des situations de vulnérabilité et de rupture particulièrement dommageable pour les jeunes vivant dans des ménages contraints par des charges financières fortes, peu formés, sous-employés, et subissant souvent des discriminations à l'embauche en raison de leurs origines sociales et culturelles et/ou de leur lieu de résidence.

L'indicateur de précarité du travail est la moyenne des cinq variables⁶⁴ : Ce sont des populations dont les conditions d'emploi et de vie sont incertaines « vivant au jour la journée » et ne pouvant se projeter dans l'avenir.

⁶¹.Est employé ici à la place de vulnérabilité sociale pour éviter le risque de confusion entre un indicateur de fragilité sociale et la problématique de zone de vulnérabilité sociale.

⁶² Ont été sélectionnées seulement 155 ZUS sur 157 en raison de l'absence de plus de six variables parmi les 15 attendues lors de cette étude. Les données portant sur ces territoires peuvent ne pas être communicables en raison du « secret statistique » destiné à éviter l'identification d'un petit nombre de ménages ou être peu fiables.

⁶³ : Fichiers :1) indclR11 portant sur les populations, les revenus et les logements,2) emR11, démographie, emploi, formation et logement,3) CNAF Z 11 sur la protection sociale,4) PET Z 11 sur les demandeurs d'emploi et 5) DADS 11 sur les salariés. Ces fichiers ne portent pas tous sur des observations de la même année. Considérons qu'ils permettent d'avoir une représentation imparfaite autour de l'année 2011.

⁶⁴ Variables un peu différentes de celles employées dans la communication car non disponibles pour ces territoires : « Construire un indicateur de désaffiliation pour déterminer le champ de stratégie des jeunes » au Colloque organisé par le LAPSI, Université Mentouri de Constantine en novembre 2009.

Lenfant Alain

- 1) Le taux de demande d'emploi en fin de mois.
- 2) La part des demandes d'emploi de fin de mois supérieure à un an
- 3) Les bas revenus, la part des ménages recevant moins de 60% du revenu médian.
- 4) Le taux d'emploi précaire. La part des salariés dont l'activité est temporaire (intérim et contrat de travail à durée déterminée).
- 5) La part des salariés travaillant à temps partiel.

L'indicateur d'instabilité sociale, (ou d'insertion) est destiné à identifier les conditions de vie et d'insertion des ménages potentiellement les plus vulnérables.

Va reposer sur cinq variables.

- 1) La part des ménages de six personnes et plus.
- 2) La part des ménages étrangers
- 3) La part de la population sans diplôme ou avec un diplôme au niveau inférieur au BAC
- 4) La part des ménages d'une personne
- 5) La part des familles monoparentales.

La désaffiliation rend compte de facteurs objectifs gênant l'insertion des jeunes mais doit être complétée par un indicateur de fragilité sociale⁶⁵ des jeunes destiné à saisir les conditions d'insertion.

L'indicateur de fragilité des jeunes est la moyenne de cinq variables pour rendre lisible les modes d'insertion des jeunes

- 1) La part de la population de 0 à 25 ans.
- 2) La part des salariés de moins de 25 ans parmi les jeunes de cette tranche d'âge.
- 3) La part des chômeurs de moins de 25 ans parmi les salariés de ces âges
- 4) La part des 15 à 34 sans diplômes.
- 5) Le taux de scolarisation des 16 à 24 ans⁶⁶.

A côté des indicateurs synthétiques, trois variables de contrôle (supplémentaires dans l'Analyse en composantes principales) ont été retenues :

- 1) L'Indicateur de dispersion du revenu par unité de consommation. (comparaison écart interquartile rapporté à la médiane en pourcentage. (donc supérieur à 100 tant que cet écart est supérieur à la moyenne).
- 2) La part des ouvriers et employés dans la population

⁶⁵ Moins complet (en raison du manque de disponibilité de données) que celui élaboré pour : « Construire un indicateur de désaffiliation pour déterminer le champ de stratégie des jeunes » au Colloque organisé par le LAPSI, Université Mentouri de Constantine en novembre 2009

⁶⁶ Le taux de scolarisation comparée aux variables d'activité salariale et de chômage ne permet pas d'appréhender les situations intermédiaires, étudiant et salarié ou étudiant et demandeur d'emploi aussi les inactifs non scolarisés ne sont pas disponibles.

En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précarité

3) Le taux d'activités de la population (comme indicateur de possibilité d'accès aux revenus).

La constitution des indicateurs devrait rendre visible l'organisation des variables intervenant dans la situation de fragilité des jeunes de ces territoires. Une hypothèse importante : la désaffiliation conditionne la fragilité des jeunes et le cumul des faiblesses et/ou absence de capitaux, sociaux, économiques, culturels rend particulièrement difficiles les trajectoires⁶⁷ d'insertion reposant sur l'articulation de la formation et de l'emploi.

Les Paramètres statistiques restituant les profils des variables étudiées.⁶⁸

Tableau n°8 : Les paramètres statistiques des variables étudiées

Statistiques Descriptives (tableurZUS2709TER (2).sta)								
	N Actifs	Moyenne	Médiane	Minimum	Maximum	1er - Quartile	3ème - Quartile	Ecart-type
TxDEFM	144	25,04	23,31	3,06	82,6	20,45	27,56	10,47
DEFMLD	144	34,87	34,51	25,00	47,6	31,60	37,58	4,73
basrevenus	144	18,55	17,75	4,30	36,5	14,40	22,40	6,56
txempprec	144	12,29	12,94	0,00	19,0	11,41	14,37	3,76
Sal Tpartiel	144	27,50	27,29	19,20	38,1	25,20	29,43	3,38
indicprec	144	23,65	23,85	14,23	33,9	20,95	25,85	3,67
part men6	144	10,16	9,40	2,10	25,3	7,00	12,95	4,44
partmenetg	143	22,28	21,56	0,00	61,1	17,35	27,13	9,17
popsansDip	144	66,67	70,00	0,00	85,9	61,70	75,32	14,53
men 1 pers	143	28,40	28,03	0,00	57,1	23,61	32,75	9,20
fmp	144	12,76	14,30	0,00	24,2	11,35	16,40	5,37
Indicinser	144	27,98	28,68	2,26	37,3	26,29	31,08	5,05
Indicdesaf	144	25,82	26,15	10,57	33,2	23,88	28,31	3,82
sal25/jeu25	106	47,09	52,60	6,29	98,2	26,85	63,05	22,98
chom/sal-25	144	15,18	15,10	5,66	24,7	12,89	17,44	3,78
Part (15-34sDip	144	55,16	55,65	16,90	90,7	49,20	62,70	11,86
partpop 0-25	144	40,24	40,77	22,56	52,9	35,93	44,67	5,61

⁶⁷ Une étude sur les histoires de vie serait susceptible de faire apparaître les relations entre les choix et les déterminismes.

⁶⁸ : Pour rendre plus fiable cet échantillon, treize observations pour lesquelles plus de cinq valeurs des variables sous revue n'étaient pas informées ont été supprimées. Deux variables importantes pour identifier les tendances en œuvre dans la fragilité des jeunes comportent moins d'observations, le taux de scolarisation et la part des jeunes salariés de moins de 25 ans.

Lenfant Alain

TXSco16-24 ans	136	58,80	58,40	45,70	77,3	54,75	62,55	5,82
Indicfragjeu	144	40,15	39,64	22,63	56,7	35,18	45,94	6,83
Indicatdisp	144	94,16	92,45	56,50	146,4	86,35	99,80	14,05
Part EMPpouv	144	74,20	76,00	38,20	89,1	69,75	81,10	9,11
TXActpoptot	143	66,42	66,50	52,10	79,4	62,60	70,20	5,38

L'examen des données et la lecture des quartiles et des médianes laissent voir un état général de vulnérabilité des populations lié à la juxtaposition de facteurs socialement défavorables. Les résidents de ces zones vont se trouver pénalisés par les structures familiales, les faibles niveaux de formation et d'employabilité, la discrimination à l'égard des étrangers, aussi peu d'opportunité d'insertion vont s'offrir aux jeunes y demeurant. Ce cumul des facteurs se traduirait dans une modélisation linéaire par des variables redondantes (selon une analyse préalable des corrélations et des corrélations partielles⁶⁹). Pour dégager les traits saillants des conditions d'insertion des jeunes une Analyse en Composantes Principales après centrage et réduction des données sera particulièrement bien adaptée rendant comparables celles-ci comme l'exige la construction d'indicateurs synthétiques.

Tableau n°9 : Les coordonnées factorielles de l'Analyse en Composantes principales

Coord. factorielles des var., basées sur les corrélations (tableurZUS2709TER.sta) Variables Actives et Supplémentaires *Variable(s) supplémentaire(s)			
	Fact. 1	Fact. 2	Fact. 3
indicprec	-0,669648	0,586357	-0,147557
part men6	-0,794264	-0,103681	0,175608
partmenetg	-0,780189	0,383995	-0,009946
popsansDip	-0,824352	-0,292652	-0,206094
men 1 pers	0,509493	0,706177	-0,320067
fmp	-0,550912	0,085317	0,063659
Indicinser	-0,870360	0,338967	-0,204537
Indicdesaf	-0,831823	0,508140	-0,189929
sal25/jeu25	-0,062114	0,261411	0,854096
chom/sal-25	-0,756192	-0,122029	-0,087873
Part (15-34sDip)	-0,864880	-0,312390	-0,153041
partpop 0-25	-0,704157	-0,429514	0,240787

⁶⁹ Non restituée dans cette communication

En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précarité

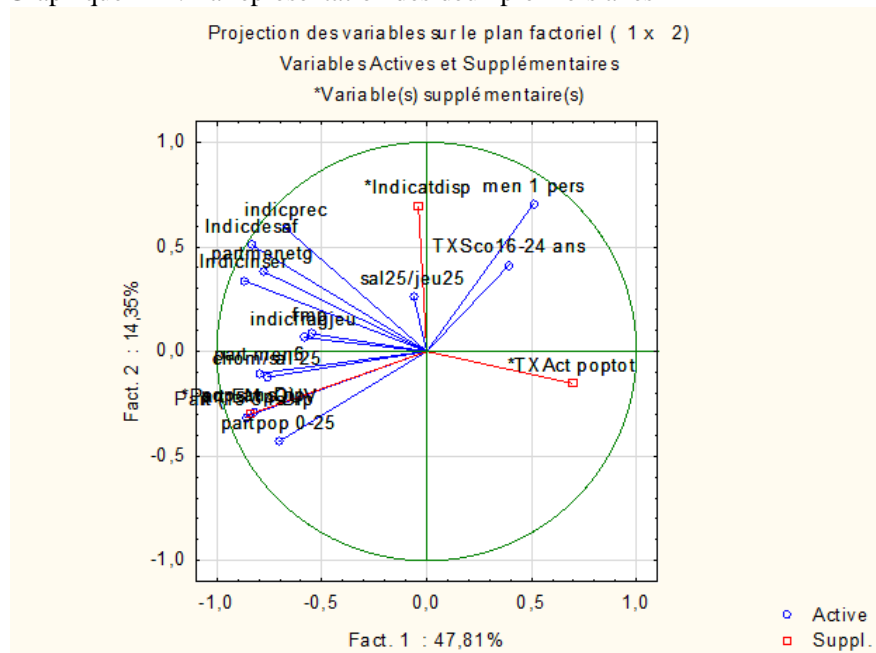
TXSco16-24 ans	0,394353	0,414872	0,494667
indicfragjeu	-0,581574	0,066566	0,767111
*Indicatdisp	-0,039515	0,694187	-0,093486
*Part EMP OUV	-0,843747	-0,300061	-0,119149
*TXAct poptot	0,691586	-0,151804	-0,056793

Le premier facteur oppose le taux d'activité de la population, l'isolement à l'absence de diplômes et aux indicateurs d'insertion et de désaffiliation. Il serait tentant de penser que ces activités sont déterminées par les conditions sociales de la population vivant sur ces territoires.

Le second facteur va se dérouler entre deux pôles, le premier est structuré par l'isolement et la précarité. le second par les parts des jeunes et celle des employés et ouvriers dans la population. Ce facteur capte en particulier l'importance de la formation dans l'insertion professionnelle et le manque de réseaux des familles.

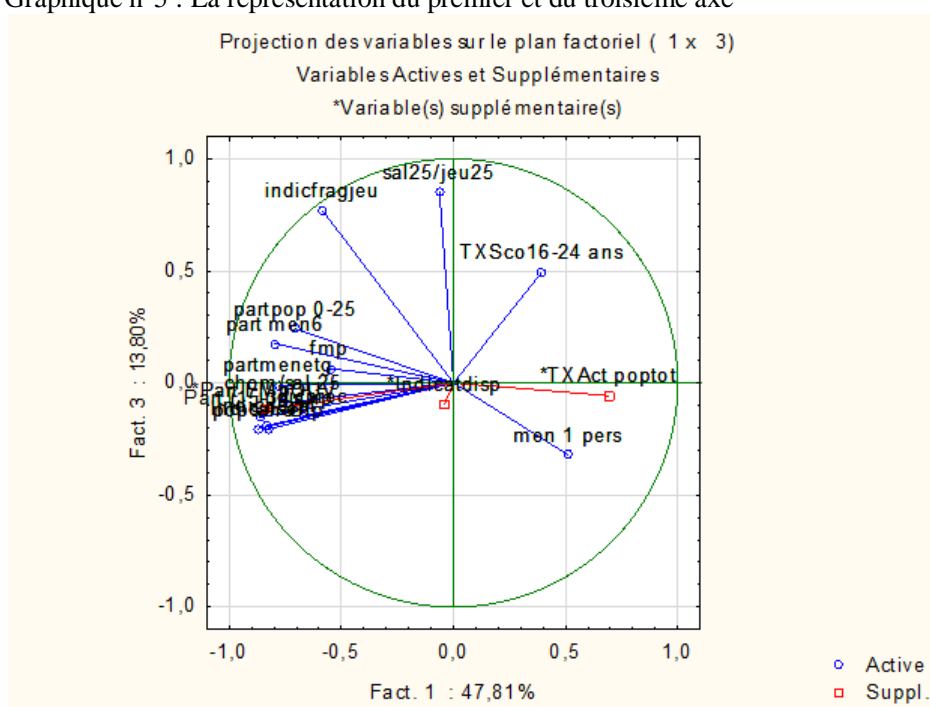
Le troisième facteur oppose la fragilité des jeunes, le taux de scolarisation à l'isolement et l'indicateur d'insertion. L'importance du taux de scolarisation en particulier pour une population jeune vivant dans un environnement où le capital scolaire est faible.

Graphique n°4 : La représentation des deux premiers axes



Lenfant Alain

A la partie gauche du premier facteur se superposent des variables proches, les trois premiers indicateurs synthétiques et ceux décrivant la situation socioéconomique des jeunes assez distante de la fragilité des jeunes et presque sans lien avec l'importance du salariat. La partie haute de la courbe révèle une fragilité des jeunes, (assez proche de la part des ménages étrangers dans la population renvoyant très probablement à la stigmatisation de jeunes dont la plupart ont des parents immigrés) dont s'écarte un peu le salariat mais en revanche presque indépendante du taux de scolarisation. La scolarisation va être associée négativement au chômage des jeunes et à leur environnement sociodémographique. Graphique n°5 : La représentation du premier et du troisième axe



L'examen de la partie gauche du graphe accentue l'opposition entre l'importance d'une population jeune et les trois premiers indicateurs synthétiques de désaffiliation. Les variables concernant la situation socioéconomique des jeunes sont assez peu liées à la désaffiliation. Le taux de scolarisation est indépendant à la fois de la démographie et de la désaffiliation. L'importance de la population jeune et certainement des fratries comme les facteurs socioéconomique contribuent à moduler les possibilités d'insertion des jeunes.

Tableau n°10 : Les valeurs propres de l'Analyse en Composantes principales

En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précarité

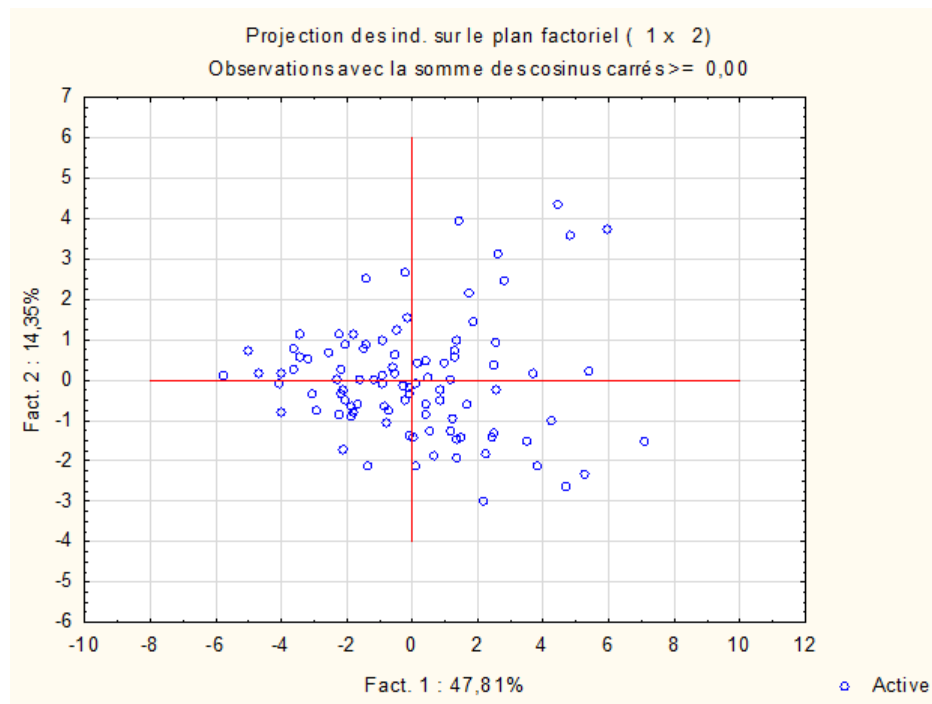
Val. Propres (matrice de corrél.) & stat. associées (tableurZUS2709TER.sta) Variables actives seules				
	Val Propre	% Total - variance	Cumul - Val Propre	Cumul - %
1	6,693359	47,80971	6,69336	47,8097
2	2,008577	14,34698	8,70194	62,1567
3	1,931344	13,79531	10,63328	75,9520
4	1,108080	7,91486	11,74136	83,8669
5	0,741642	5,29744	12,48300	89,1643
6	0,480433	3,43167	12,96344	92,5960
7	0,339678	2,42627	13,30311	95,0222
8	0,251877	1,79912	13,55499	96,8214
9	0,219800	1,57000	13,77479	98,3914
10	0,162445	1,16032	13,93724	99,5517
11	0,062765	0,44832	14,00000	100,0000

Les trois premiers axes additionnent 76 % de la variance.

Une représentation des observations sur les deux premiers axes donne à penser que certains points seraient atypiques et devraient être exclus de la construction de modèle linéaire.

Graphique n°6 : Représentation des observations.

Lenfant Alain



L'analyse de la fragilité⁷⁰ des jeunes résidant dans ces zones est, sans surprise la manifestation d'un champ de la précarité où les variables s'entrelacent, et certains vont se dire et se penser en « inutile au monde⁷¹ » ayant pour perspective !!! Le précarariat.

Une classification ascendante hiérarchique va délimiter le classement des variables étudiées, sur un axe, entre le taux d'activité et le taux de demandes d'emploi de fin de mois. Dans cet intervalle deux branches principales la première regroupe, du taux d'activité aux demandeurs d'emploi de fin de mois de plus d'un an, la fragilité et le salariat des jeunes. Elle permet d'interroger l'insertion des jeunes selon les conditions d'activités de la population. La seconde branche s'étend entre la part des chômeurs de moins de 25 ans et le taux de demandeurs d'emploi en fin de mois. C'est entre ces extrêmes qu'apparaissent les variables liées à l'absence de formation, aux configurations familiales, aux cultures populaires ou étrangères et les indicateurs synthétiques de désaffiliation.

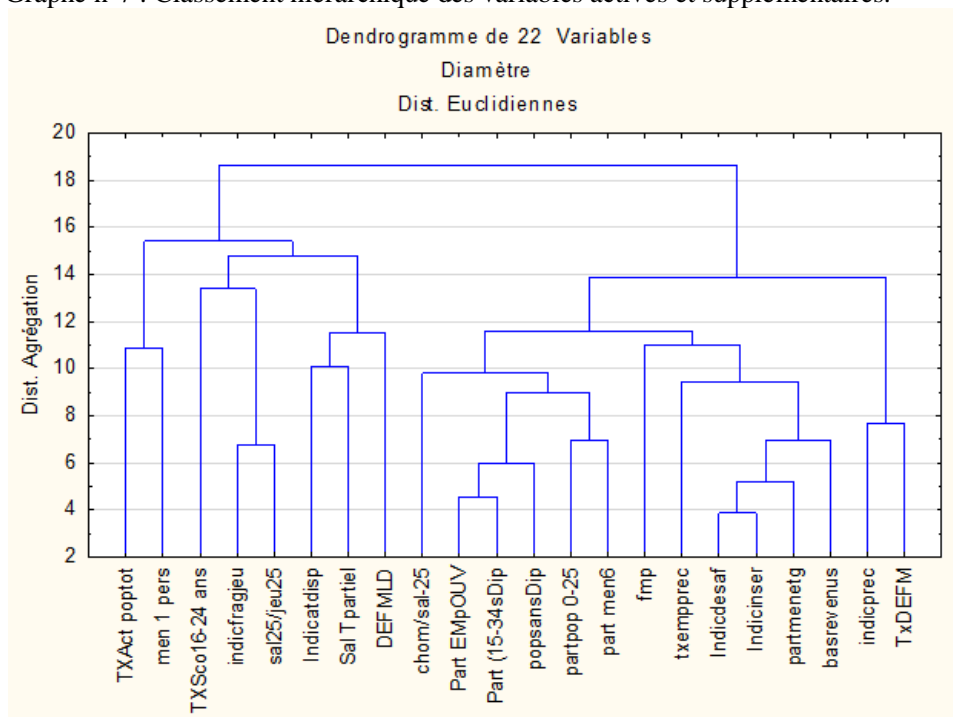
⁷⁰ Même en l'absence de curricula scolaire de ces jeunes, les facteurs socioéconomiques sont trop importants pour négliger les enseignements des études nationales, « Quand l'école est finie » et internationales PISA, sur les inégalités de formation et d'insertion des jeunes dont les parents sont au sens *bourdieusien* des dominés.

⁷¹ Cf. Castel. R opus. cité page 140

En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précarité

Pour reprendre des concepts « *castelliens* » voici une représentation de la désaffiliation et du précarité.

Graph n°7 : Classement hiérarchique des variables actives et supplémentaires.



Comme le rappelait A.Sayad⁷² à propos de l'immigration dans la « Double absence » les conditions économiques et sociales sont susceptibles de rendre lisibles, les problèmes d'insertion des jeunes immigrés mais également des jeunes des ZUS, « *immigrés de l'intérieur* ».

⁷² Cf.A.Sayad. « La double absence ».Editions du Seuil, Paris ,1999

Bibliographie :

- Aglietta.M1976.*Régulation et crises du capitalisme*, Paris. Editions Odile Jacob, ,
- Baudelot. C et Estabiet.R. 2009.*Elitisme républicain. L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales*, Paris .Editions du Seuil,
- Beauchemin.C. Hamel.C et Simon.P. Sous la direction de.2012.
« *Trajectoires et Origines* ». Paris. INED, INSEE
- Bourdieu. P .1958, *Sociologie de l'Algérie*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? » (n° 802),
- Bourdieu. P et Passeron . J-C. 1964« *les héritiers* » .Paris. Les Editions de Minuit.
- Bourdieu. P et Sayad.A. 1964. *Le déracinement : la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Les Éditions de Minuit
- Bourdieu.P.1972., *Esquisse d'une théorie de la pratique précédée de Trois études d'ethnologie kabyle*, Genève, Droz
- Bourdieu P., 1977*Algérie 60 : structures économiques et structures temporelles*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- Castel. R 2009.*La montée des incertitudes*. Paris. Editions du Seuil.
- CEREQ. Quand l'Ecole est Finie 2001.Paris
- CEREQ. Quand l'Ecole est Finie 2010.Paris
- CEREQ. .Quand l'Ecole est Finie 2012.Paris
- Delors.J.1971. *les indicateurs sociaux*. Paris. Editions SEDEIS,
- Donzelot. J. 2006 « *Quand la ville se défait* »Paris.. Editions du Seuil
- DRJSCS. Chiffres clés 2013.Paris
- Gadrey.J et Jany-Catrice .F. 2007. Les nouveaux indicateurs de richesse. Paris .Editions. La Découverte.
- d'Iribarne. P. 1989: *La logique de l'honneur*. Paris. Editions du Seuil.
- Lenfant.A.2013.*Construire un indicateur de désaffiliation pour déterminer le champ des stratégies des jeunes*.Cellier.H et DjenidiRouag.A..*Les jeunes face à l'exclusion*. Paris. Editions de l'Harmattan
- Maurin,E. 2004.*Le ghetto français, enquête sur le séparatisme social*, Paris .Editions du Seuil.
- Maurin,E 2009.*La peur du déclassement, une sociologie des récessions*. Paris. Editions du Seuil,
- Merlié.D et Prévot.J 1994;*La mobilité sociale*, Paris. Éditions la découverte,
- OCDE. PISA .2012.Paris
- Oury.F et Pain.J. 1972. *Chronique de l'école caserne*,Paris, Editions Maspero..
- Perret.B.2002.*Indicateurs sociaux, état des lieux et perspectives*. Paris. Séminaire de la DARES.
- Peugny.C.2013. : *Le destin au berceau, inégalités et reproduction sociale*. Paris. Editions du Seuil,.
- Peugny.C.2009. *Le déclassement*, Paris .Editions Grasse

En ZUS désaffiliation des jeunes et / ou précarité

- Piketty.T. 2013 *Le capital au 21 siècle* .Paris. Editions du Seuil
- RERS 2014, Budget, Couts et financement. Paris
- Sayad.A.. 1999 « *La double absence* » Paris. Editions du Seuil
- Stiglitz., Sen. A et Fitoussi. J-P. 2009. Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social.Paris .INSEE